

INITIATIVES ISSUES DES SOMMETS

Les dossiers politiques

Aujourd'hui, les sommets du G-7 débordent largement les seules questions économiques.

Si les questions macroéconomiques et commerciales ont traditionnellement occupé l'avant-scène aux sommets, d'autres problèmes ont aussi retenu l'attention des participants au fil des ans. Depuis les années 80, les dirigeants du G-7 ont centré une bonne partie de leur attention sur divers dossiers politiques - terrorisme, trafic des stupéfiants, blanchiment de l'argent, violations des droits de la personne, migrations internationales, environnement, sécurité et prolifération nucléaires... Leurs discussions ont mené à des actions concrètes non seulement dans leurs propres pays mais aussi au sein des organisations internationales concernées.

À leurs réunions annuelles, les dirigeants du G-7 se penchent également sur les problèmes politiques les plus pressants de l'heure. Il s'agit le plus souvent de crises régionales, l'ex-URSS, l'Afrique du Sud, le Moyen-Orient, la Bosnie-Herzégovine, Haïti, le Rwanda et la Corée du Nord ayant notamment attiré leur attention ces dernières années.

DÉFINITION :
La macroéconomie s'intéresse au comportement économique de grands systèmes (pays ou groupes de pays), et c'est là aussi l'objet central des délibérations du G-7 dans le domaine économique.

LA SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

La catastrophe de Tchernobyl a suscité de graves inquiétudes au sujet du caractère sécuritaire des réacteurs soviétiques de type RBMK et des modèles VVER plus anciens. Ces inquiétudes ont continué de s'accroître à mesure que nous parvenons plus de détails sur ces appareils, dont l'ex-Union soviétique et les pays d'Europe centrale et orientale continuent de se servir pour satisfaire à leurs besoins urgents en énergie. Or, comme l'a montré l'accident de Tchernobyl, ces installations font courir des risques à nombre de pays aussi bien en Europe qu'au-delà.

Les participants au sommet de Munich en 1992 ont convenu de coordonner les actions du G-7 afin d'accroître la sécurité des centrales à plus haut risque dans ces pays et ils ont créé un groupe de travail composé d'experts chargés de les conseiller en matière de sécurité nucléaire (ce groupe est actuellement présidé par le Canada). Les sommes engagées depuis par les pays donateurs atteignent environ un milliard de dollars. Le Groupe des Vingt-Quatre (le G-24), composé de pays membres de l'OCDE et de l'ex-Pacte de Varsovie et chargé de coordonner les efforts de la communauté internationale, a pu lui aussi faire montre de son efficacité en réunissant des experts de l'Est et de l'Ouest pour s'attaquer aux problèmes

techniques et établir des priorités à l'égard des programmes visant à améliorer la sécurité nucléaire.

Les initiatives du G-7 dans ce domaine ont également mené à la création d'un compte multilatéral de sécurité nucléaire à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ce compte sert à financer des projets urgents que ne couvrent pas d'autres programmes d'aide. Les pays donateurs ont déjà engagé 58 millions d'écus (la monnaie de compte de l'UE) pour deux grands projets destinés à améliorer à court terme les systèmes de sécurité des centrales de Kozloduj en Bulgarie et d'Ignalina en Lituanie, en attendant de pouvoir mettre en service d'autres sources d'énergie. Divers projets destinés à améliorer la sécurité nucléaire en Russie sont actuellement au stade de l'approbation.

Au sommet de Naples l'an dernier, les dirigeants du G-7 ont approuvé un plan d'action pour la réforme du secteur énergétique en Ukraine et affecté 200 millions de dollars US de plus au financement des initiatives de sécurité nucléaire. Un groupe de travail mixte composé de représentants de l'Ukraine et du G-7 discute actuellement de la mise en œuvre de ce plan et devrait avoir remis son rapport à temps pour le sommet de Halifax.